

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
ORDONNANCE DU JUGE DE LA MISE EN ETAT rendue le
20 avril 2017

3ème chambre 4ème section
N° RG : **16/11737**

Assignation du 19 juillet 2016

INCIDENT

DEMANDERESSE

S.A.R.L. SHOWROOMPRIVE.COM

[...]

ZAC de la Mont Joie

93210 LA PLAINE SAINT DENIS

prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette
qualité audit siège

et représentée par Maître Frédéric SARDAIN de l'AARPI JEANTET
ET ASSOCIES, avocats au barreau de PARIS, vestiaire #T04

DEFENDERESSE

S.A. VENTE-PRIVEE.COM

249 avenue du Président Wilson

93210 SAINT DENIS

prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette
qualité audit siège

et représentée par Maître Cyril FABRE de la SELARL YDES, avocats
au barreau de PARIS, vestiaire #K0037

MAGISTRAT DE LA MISE EN ETAT

Camille LIGNIERES, Vice-Présidente

assistée de Ahlam CHAHBI, Greffier

DÉBATS

À l'audience du 16 mars 2017, avis a été donné aux avocats que
l'ordonnance serait rendue le 20 avril 2017.

ORDONNANCE

Prononcé en audience publique par mise à disposition au greffe

Contradictoire

en premier ressort

La société Vente-privee.com édite un site Internet accessible
notamment à l'adresse www.vente-privee.com, depuis lequel elle
organise des ventes événementielles de produits de différentes
marques à des prix particulièrement attractifs accessibles sur
invitation à ses membres.

La société Showroomprive.com, filiale du groupe SRP Groupe SA 2 exploite une activité concurrente de la société Vente-privee.com, et édite un site internet accessible à l'adresse URL www.showroomprive.com depuis lequel elle propose des ventes événementielles de produits de marques à des prix attractifs accessibles sur invitation à ses membres.

Par exploit du 19 juillet 2016, la société Showroomprive.com a assigné la société Vente-privee.com devant le tribunal de grande instance de Paris aux fins de voir prononcer la nullité des marques suivantes :

- la marque française « vente-privée » n° 4055655, déposée le 18 décembre 2013. en classes 35, 38 et 41;
- la marque de l'Union européenne « vente-privée » n° 11991965, déposée le 17 juillet 2013, en classes 35, 36, 38, 39, 41, 42 et 43.

Par conclusions d'incident, la société VENTE-PRIVEE.COM demande au juge de la mise en état de :

Vu les articles 92 et 771 du Code de procédure civile,

- SE DECLARER compétent pour statuer sur l'exception de procédure soulevée par la société Vente-privee.com SA ;
- DECLARER la société Vente-privee.com SA bien fondée en sa demande incidente ;
- SE DECLARER incompétent pour statuer sur la demande de nullité de la marque semi-figurative communautaire n°11991965 enregistrée par la société Vente-privee.com formée à titre principal ;

EN CONSEQUENCE.

- DEBOUTER la société Showroomprive.com SARL de sa demande de nullité de la marque semi-figurative communautaire n°11991965 ;
- RENVOYER la société Showroomprive.com SARL à mieux se pourvoir ;
- RENVOYER l'affaire à une date ultérieure afin de permettre à la société Vente-privee.com SA de prendre plus amples conclusions sur le fond concernant les autres demandes de la société Showroomprive.com SARL ;

EN TOUT ETAT DE CAUSE.

- CONDAMNER la société Showroomprive.com SARL à verser à la société Vente-privee.com SA la somme de 3.000 euros au titre de l'article 700 du CPC ;

RESERVER les dépens.

En réplique, la société Showroomprive.com demande au juge de la mise en état de :

Vu l'article 101 du Code de procédure civile,
Vu les articles 1er et 96 du règlement (CE) n° 207/2009 du Conseil du 26 février 2009 modifié par le règlement (UE) 2015/2424 du 16 décembre 2015,

- REJETER l'exception d'incompétence soulevée par VENTE-PRIVEE.COM ;

- DIRE ET JUGER le Tribunal de grande instance de Paris compétent pour statuer sur la demande de nullité de la marque de l'Union Européenne n° 11991965 à titre principal.

En tout état de cause,

- ORDONNER l'exécution provisoire du jugement à intervenir en toutes ses dispositions ;

-CONDAMNER VENTE-PRIVEE.COM à payer à SHOWROOMPRIVE.COM la somme de 3.000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ;

- CONDAMNER VENTE-PRIVEE.COM aux entiers dépens, qui pourront être recouvrés directement par Maître Frédéric Sardain, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

Les conseils des parties ont été entendus dans leurs observations à l'audience d'incident du 16 mars 2017.

MOTIFS

La société VENTE-PRIVE.COM soulève l'incompétence du tribunal de grande instance de Paris pour statuer sur la demande de nullité de la marque semi-figurative communautaire n°1 1991965 enregistrée par la société Vente-privee.com formée à titre principal sur le fondement de l'article 52 du Règlement (CE).

Pour rejeter l'exception d'incompétence soulevée, la société SHOWROOMPRIVE.COM soutient que les demandes de nullité de la marque française « vente-privée » n° 4055655 et de la marque de l'Union européenne « vente-privée » n° 11991965 sont non seulement connexes mais indivisibles, de sorte qu'il reviendra au Juge de la mise en état de déclarer le Tribunal de grande instance de Paris compétent pour juger la validité de la marque de l'Union européenne « vente-privée » n°11991965.

Sur ce :

Aux termes de l'article 52 du Règlement (CE) n° 207/2009 du Conseil du 26 février 2009 sur la marque communautaire modifié par le Règlement (UE) 2015/2424 du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 2015, « *la nullité de la marque communautaire est déclarée, sur demande présentée auprès de l'Office ou sur demande reconventionnelle dans une action en contrefaçon* ».

Concernant une demande en nullité d'une marque de l'Union européenne à titre principal, l'EUIPO est seule compétente. Il s'agit d'une compétence exclusive.

Il convient donc de faire droit à l'exception d'incompétence concernant la demande de nullité de la marque de l'Union européenne et à renvoyer à la mise en état pour les autres demandes de la société SHOWROOMPRIVE.COM.

Les frais et dépens seront réservés.

PAR CES MOTIFS

Nous, Camille Lignières, juge de la mise en état, statuant publiquement par remise au greffe, par ordonnance contradictoire et susceptible de recours selon les dispositions prévues par l'article 776 du code de procédure civile ;

-Accueillons l'exception d'incompétence sur la demande en nullité à titre principal de la marque de l'Union européenne « vente-privée » n° 11991965 ;

-Réservons les frais et dépens ;

-Renvoyons les parties à l'audience de **mise en état du 8 juin 2017** à 14h pour conclusions au fond en défense de la société VENTE-PRIVEE. COM et fixation d'un calendrier et d'une date de plaidoiries (présence nécessaire des parties).